

Goma : le départ des activistes pour la politique affaiblit la société civile

(Syfia Grands-Lacs/Rd Congo) La Société civile de Goma, la capitale du Nord Kivu, affaiblie par la démission de nombreux activistes influents qui se sont tournés vers la politique, est en grande partie paralysée. Ses mots d'ordre ne sont plus respectés et certains de ses membres se font corrompre par les autorités locales.

"J'ai démissionné du bureau de la Société civile pour intégrer l'UNC (Union pour la nation congolaise) dont je suis député capable de défendre les intérêts du peuple au niveau national", déclare Jason Luneno, président sortant de la Société civile Nord-Kivu. Sur les 286 candidats aux législatives de novembre dernier, on comptait une centaine d'activistes de différentes associations de défense des droits de l'homme. Deux ont été élus : J. Lunero et Kambale Kalimumbalo de l'association Kyaghanda (une association qui réunit la tribu Nande). Mais les candidats malheureux ont du mal à retourner dans leurs associations : les uns continuent à œuvrer comme permanents dans les bureaux de leurs partis politiques, les autres ont déjà été remplacés à leurs postes au sein de leurs associations.

L'adhésion des acteurs influents de la société civile aux partis politiques à des fins électorales la fragilise et elle a du mal à imposer ses mots d'ordre ces derniers temps. Ainsi la journée ville morte décrétée le 24 février n'a pas été respectée par les Gomatraciens, tout le monde a vaqué à ses occupations quotidiennes. Pour Thomas d'Aquin, actuel président de la Société civile, "le mot d'ordre était fondé, car lié aux réels problèmes de santé causés par la poussière due au retard de la construction de la voirie démolie sur ordre du gouvernement provincial".

Sacrifier sa base pour son parti

Certaines associations de droits de l'homme comme l'Action sociale pour la paix et le développement intégral, l'Union sociale des patriotes, le Kyaghanda, Jeunes unis pour le développement... sont ainsi considérées actuellement comme des tremplins pour les activistes afin de réaliser leurs ambitions politiques. Aussitôt populaires, ces derniers intègrent les partis politiques pour briguer un mandat à la députation : "Après avoir obtenu des diplômes de mérite pour son travail abattu, le responsable de notre association vient de démissionner pour se présenter aux élections provinciales qui pointent à l'horizon", témoigne un membre d'une association.

Ceux qui démissionnent ainsi se disent être fatigués de travailler sans gagner beaucoup : "Cette fois-ci, je vais gagner l'argent de la cagnotte gouvernementale", se réjouit un activiste qui a voulu garder l'anonymat. Les électeurs ont déjà compris les manœuvres de ces candidats. C'est la raison pour laquelle nombreux sont ceux qui n'ont pas voulu voter pour ces personnes influentes de la Société civile lors de l'élection législative du 28 novembre 2011, malgré ce qu'elles avaient fait pour le développement de la province du Nord-Kivu. "Quand ils arrivent au parlement à Kinshasa, ils oublient la population de sa base, là ils cherchent à encaisser beaucoup d'argent et promouvoir leurs partis politiques", constate Moïse Matshozi, un électeur de la circonscription de Goma qui n'a pas voté pour Maître Lumbulumbu, et pourtant dit-il, "ce dernier est le responsable

de RACID, une association qui œuvre beaucoup dans la lutte contre l'insalubrité dans la ville touristique de Goma".

Manipulée et intimidée

La plupart des rapports publiés ces derniers temps par les associations de droits de l'homme, comme celui du 4 mars de Dufina Tabu, le président de l'Association des volontaires du Congo (ASVOCO), dénoncent les détournements et la mauvaise gestion de la chose publique par des agents du gouvernement provincial. Pour amener les activistes à se taire, ces membres du gouvernorat pointés du doigt manipulent la société civile devenue fragile. "Corrompus, certains activistes vendent nos stratégies au gouvernorat pour faire louper nos manifestations", informe le coordonnateur d'une des organisations de Goma.

Dans un récent communiqué, la société civile informe qu'elle a accepté de s'allier avec les partis d'opposition (Union nationale congolaise, Parti libéral pour le développement...) en vue d'organiser une descente dans les rues le 28 mars, contre la mauvaise gouvernance. "La société civile actuelle est comparée à une force de l'opposition, car elle oublie sa place de l'église au milieu du village", estime un attaché de bureau au gouvernorat.

Laurent Mbura, coordinateur d'ALP (Action pour la lutte contre la pauvreté) attribue aussi l'échec de la journée ville morte à la pauvreté de la population. Jeannette Nyongoro, vendeuse de pagnes au marché Virunga, explique pourquoi elle n'a pas respecté ce mot d'ordre de la société civile : "Je dois être présente chaque jour devant mon étalage pour chercher de quoi nourrir ma famille car mon mari est un agent de la fonction publique où il est impayé depuis plusieurs mois." En outre, même si la loi reconnaît le droit de manifester pacifiquement, les manifestations doivent être bien encadrées par la police. Mais sur le terrain celle-ci intimide les manifestants : "Le déploiement des militaires armés dans toutes les rues crée une psychose et nous démotive d'encourager la population à manifester pour éviter les débordements des deux côtés", reconnaît Zénon Kabaka, coordonnateur du GRAADD, (Groupe d'Action et d'Appui au Développement).

Mustapha Mulonda